



Reporting template

Mauritania

Participants

1.	Est-ce que les groupes de parties prenantes suivants ont contribué à l'évaluation conjointe, que ce soit oralement ou par écrit ?	
	Group	Yes/ No
	Gouvernement	<input type="checkbox"/> Oui
	Société civile	<input type="checkbox"/> Oui
	Donateurs	<input type="checkbox"/> Non
	Nations Unies	<input type="checkbox"/> Oui
	Secteur privé	<input type="checkbox"/> Non
	Milieus universitaire et scientifique	<input type="checkbox"/> Oui
	Autre	<input type="checkbox"/> N/A
	Merci de préciser:	
2.	Combien de personnes ont participé au processus d'évaluation conjointe ?	
	Total	
	30	
Parmi les participants, combien y avait-il d'hommes et de femmes ?		
Femme	Homme	
06	24	

Processus

3.	<p>Les données d'évaluation conjointe ont-elles été recueillies et/ou revues au cours d'une réunion en face à face ou dans le cadre d'échanges de courriels ?</p>						
	<table border="1"> <thead> <tr> <th data-bbox="244 488 576 566">Step</th> <th data-bbox="576 488 754 566">Format</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td data-bbox="244 566 576 672">Recueil</td> <td data-bbox="576 566 754 672">Réunion</td> </tr> <tr> <td data-bbox="244 672 576 777">Review and validation</td> <td data-bbox="576 672 754 777">Réunion</td> </tr> </tbody> </table>	Step	Format	Recueil	Réunion	Review and validation	Réunion
Step	Format						
Recueil	Réunion						
Review and validation	Réunion						
4.	<p>Si une réunion de collecte ou de validation des données a eu lieu, merci de joindre une ou plusieurs photo(s).</p>						

Utilité	
5.	Si une réunion de collecte ou de validation des données a eu lieu, pensez-vous que les participants l'ont trouvée utile, voire plus utile que le travail habituel de la plateforme multi-acteurs ?
	<input checked="" type="checkbox"/> Oui
6.	Pourquoi ?
	Cette réunion de collecte et de validation était l'occasion de mettre un grand nombre des parties prenantes ensemble autour de la table et de conduire un débat contradictoire et un consensus pour la validation. La démarche structurée d'évaluation des progrès en Mauritanie sur la base des marqueurs de associés à chaque processus stratégique du Mouvement SUN ne se déroule qu'annuellement.

Participant list

Nom	Organisation	Profession	Courriels	Téléphone	Ajouter à la liste de diffusion SUN
Gow Thiel Djebe	MDMEFCB		gowthiel@yahoo.fr		<input type="checkbox"/>
Baba Cheikh	ADRES		adrersrm@gmail.com		<input type="checkbox"/>
Najib Ahmed Vall	ADRES			26130520	<input type="checkbox"/>
Sidi Mohamed Adebe	MEDD		ssidimouhamed@yahoo.fr		<input type="checkbox"/>
Sall Magath	MS/DSBN		Tabaskisall63@gmail.com		<input type="checkbox"/>
Arem Ellek Henry Bijel	MS/DSBN		k.bijel@gmail.com		<input type="checkbox"/>
Christian Tendeng	Unicef	Spécialiste nutrition	ctendeng@unicef.org		<input type="checkbox"/>
Dr. Diagana Moussa Salatou	Service Nutrition MS		moussalatou@yahoo.fr		<input type="checkbox"/>
Mohamadou abass N'Gaide	World Vision Mauritanie		Mohamadou_abass_ngaide@wvmr.org		<input type="checkbox"/>

Participant list

Nom	Organisation	Profession	Courriels	Téléphone	Ajouter à la liste de diffusion SUN
Hassane T. Souleymane	ACF		hsouleymane@acfspain.org		<input type="checkbox"/>
Mme Amraoni Yasmine	ARIMH		reporting@mauritanie.aliance.ngo		<input type="checkbox"/>
Baro Mohamed	Unicef		mbaro@unicef.org		<input type="checkbox"/>
Med	ANAD		Dobch60@yahoo.fr		<input type="checkbox"/>
Mohamed Abderrahmane Nafe	Unicef	Spécialiste nutrition	manafe@unicef.org		<input type="checkbox"/>
Aminetou Laweissi ELHANANE			Elhanane64@yahoo.fr		<input type="checkbox"/>
Mohamed Teghre MEF			medteghre@gmail.com		<input type="checkbox"/>
Moustapha Mandir Gueye ASDEG			mgasdg@yahoo.fr		<input type="checkbox"/>
Ba Amar ASDEG			ongasdg@yahoo.fr		<input type="checkbox"/>

Participant list

Nom	Organisation	Profession	Courriels	Téléphone	Ajouter à la liste de diffusion SUN
Cheikhna Hammadi		Consultant	mscheikhna@yahoo.fr		<input type="checkbox"/>
Fatimata E. Diallo AED		Présidente	asseng@yahoo.fr		<input type="checkbox"/>
Rouguietou Diallo	DSBN/MS		Jemila2004@hotmail.com		<input type="checkbox"/>
Mohamed Boniface	ADIG/SUN	Secrétariat SC/SUN	adigmauritanie@gmail.com		<input type="checkbox"/>
Aissata Sall	AED		Aissatasall26@gmail.com		<input type="checkbox"/>
Sidi ahmed Baba	CSA		elysidi@yahoo.fr		<input type="checkbox"/>
Cheikha Med Mohamed Chavei	MEF		chemmed@yahoo.fr		<input type="checkbox"/>
Lam thierno Mamadou	AGEFAD		ongagefad@yahoo.fr		<input type="checkbox"/>
Aboubacry Sy	ONG ACTIONS		Aboubacrysy90@outlook.fr		<input type="checkbox"/>

Participant list

Nom	Organisation	Profession	Courriels	Téléphone	Ajouter à la liste de diffusion SUN
Djeiry Diallo	ACTION DEV		diallobbdjery@yahoo.fr		<input type="checkbox"/>
Aliou Ousmane Niang	MASEF		Aliouniang321@yahoo.fr		<input type="checkbox"/>
BNEIJARA	ADIG		adigmauritanie@gmail.com		<input type="checkbox"/>
Hervé Peries	UNICEF	Représentant	hperies@unicef.org		<input type="checkbox"/>
Djibril Cissé	UNICEF	Chef de section Santé/Nutrition	dcisse@unicef.org		<input type="checkbox"/>
Ely Oudeika	MEF - Directeur Général Adjoint des politiques et stratégie	(Représentant du Point Focal SUN)			<input type="checkbox"/>



PROCESSUS 1 : Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Marqueur de progrès n° 1.1 : choisir/développer des mécanismes de coordination au niveau national

Note finale	Last year's data used
2	Non

Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

□ Création en 2010 du Conseil National de Développement de la Nutrition (CNDN) associé à un Comité Technique Permanent de Nutrition (CTPN). □ Existence d'un cadre de coordination du secteur de la nutrition fonctionnel présidé par le Ministère de la santé □ Existence d'un réseau Société Civile Création du Réseau SUN du Système UN avec systématisation de la planification et de reportage annuel. □ L'atelier de planification sur la mise en œuvre du plan stratégique multisectoriel de nutrition devant permettre le suivi à travers un système de coordination régulière et de faire des revues annuelles d'analyse des progrès n'est pas encore effectif (en 2019 cet atelier n'a toujours pas été réalisé, mais il reste toujours planifié). □ Le renforcement du fonctionnement des cadres de coordination multisectorielle au niveau national et régional (à travers la mise en place d'outils et de mécanisme de fonctionnement et de rapportage) est en cours mais pas encore achevé. □ Le fonctionnement du réseau société civile SUN en 2019 n'est pas totalement effectif, les réunions ne sont pas régulières pour des raisons financières.



PROCESSUS 1 : Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Marqueur de progrès n° 1.2 : coordonner en interne et élargir l'adhésion/faire participer d'autres acteurs pour de plus fortes répercussions

Note finale	Last year's data used
3	Oui

Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

Progression par rapport à l'année passée : - Mobilisation du réseau des parlementaires (organisation d'une journée portes ouvertes sur la nutrition), - Création d'un réseau des journalistes sensibles à la nutrition au sein du groupe de la société civile, - Existence d'au moins 05 comités régionaux de coordination de la nutrition (régions de Hodh El Chargui ; Hodh El Gharbi ; Brakna ; Assaba ; et Guidimakha). Le nombre de comités régionaux de coordination de la nutrition est passé de 5 à 8 (régions de Hodh El Chargui, Hodh El Gharbi, Brakna, Assaba, Gorgol, Guidimakha, Trarza, Tagant). Il manque la mise en place des réseaux de (1) Donateurs, (2) Monde scientifique et universitaire, (3) secteur privé (la situation reste d'actualité en 2019, la note du marqueur reste inchangée).



PROCESSUS 1 : Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Marqueur de progrès n° 1.3 : contribuer/s'engager au sein de la plateforme multi-acteurs

Note finale	Last year's data used
2	Oui

Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

Le plan de travail multisectoriel a été élaboré et approuvé mais son opérationnalisation à travers un plan conjoint orienté vers l'atteinte des produits montre encore des insuffisances (la situation reste inchangée, la notation a été revue à la baisse pour inciter l'opérationnalisation du plan multisectoriel qui a été approuvé depuis 2018 à travers un fort engagement politique de haut niveau).



PROCESSUS 1 : Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Marqueur de progrès n° 1.4 : suivre, rédiger des rapports et mener une réflexion critique sur ses propres contributions et réalisations

Note finale	Last year's data used
1	Oui

Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

Le reporting des progrès au sujet de 4 processus SUN est régulier. Toutefois, la phase de planification qui permet un reporting sur l'état des progrès de mise en œuvre du plan stratégique multisectoriel de nutrition n'est pas encore effectif (en 2019 aucune réunion de coordination n'a été organisée par les réseaux du mouvement SUN).



PROCESSUS 1 : Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Marqueur de progrès n° 1.5 : maintenir l'impact politique de la plateforme multi-acteurs

Note finale	Last year's data used
3	Oui

Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

Pas de progrès réalisés par rapport à l'année précédente (voir rapport 2018). La plateforme existe et se réunit malgré quelques insuffisantes.



PROCESSUS 1 : Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Renforcer la nutrition au niveau local

1.	Does the multi-stakeholder platform (MSP) exist at the sub-national level?						
	Oui						
2.	Si oui, dans combien de provinces, districts ou régions ?						
	<table border="1"> <thead> <tr> <th>Provinces</th> <th>Districts</th> <th>Regions</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td></td> <td>8</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Provinces	Districts	Regions		8	
Provinces	Districts	Regions					
	8						
3.	Who convenes the MSP at the sub-national level? Please explain, if applicable:						
	Niveau national : Point Focal Mouvement SUN, MASEF ; niveau régional : Gouverneur « Wali »						
4.	Y a-t-il des échanges réguliers entre les plateformes multi-acteurs nationales et locales ?						
	Non						
5.	Les membres de la plateforme multi-acteurs locale se réunissent-ils régulièrement ?						
	Non						
6.	Which Governmental sectors work with the MSP at the sub-national level? Please explain, if applicable						
	Niveau national : MASEF ; niveau régional : Administration territoriale						
7.	Does the sub-national multi-stakeholder platform or platforms work with civil society, business, the UN and donors?						
	oui						



PROCESSUS 1 : Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

RÉSUMÉ DU PROCESSUS 1 : Rassembler les acteurs dans un espace commun

Décrivez les réalisations globales, les développements positifs, les principaux défis et les suggestions d'amélioration en matière de rassemblement des acteurs dans un espace commun que vous avez constatés au cours de l'année passée (avril 2018 – avril 2019). Notez que cette rubrique sera utilisée pour rédiger le profil spécifique de votre pays qui figurera dans le rapport d'avancement annuel du Mouvement SUN.

Le plan stratégique multisectoriel de nutrition validé en 2017 comporte un décret révisé pour rendre le Conseil National de Développement de la Nutrition plus fonctionnel. Le décret révisé n'est pas encore dans le circuit de signature. Il existe un cadre de coordination fonctionnel du secteur de la nutrition sous le leadership du Ministère de la Santé avec l'appui de l'UNICEF. C'est ainsi qu'il existe au moins 05 comités régionaux de coordination de la nutrition (régions de Hodh El Chargui, Hodh El Gharbi, Brakna, Assaba, Guidimakha). Toutefois la coordination multisectorielle au niveau central tarde à se mettre en place à cause du changement régulier du Point Focal du Mouvement SUN en Mauritanie. Mais il y a une nouvelle dynamique insufflée par la nomination d'un nouveau point focal SUN. Le Réseau Société Civil SUN est très dynamique et a œuvré à l'émergence (1) d'un réseau de parlementaires femmes pour la nutrition qui a organisé une journée portes ouvertes en faveur d'un meilleur investissement sur la nutrition, (2) d'un réseau de journaliste sensibles à la nutrition. Le projet de décret proposé en 2017 à travers l'élaboration du plan stratégique multisectoriel de nutrition n'est pas encore dans le circuit de signature. Le nombre de comité régionaux de coordination de la nutrition est passé de 5 à 8 (régions de Hodh El Chargui, Hodh El Gharbi, Brakna, Assaba, Gorgol, Guidimakha, Trarza, Tagant). Toutefois Le fonctionnement du réseau société civile SUN en 2019 n'est pas totalement effectif, les réunions ne sont pas régulières pour des raisons de contraintes budgétaires.



PROCESSUS 2 : garantir un cadre politique et juridique cohérent

Marqueur de progrès n° 2.1 : analyser en permanence les politiques et législations en vigueur dans le domaine de la nutrition

Note finale	Last year's data used
3	Oui

Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

L'existence de plusieurs documents politiques et juridiques : - La stratégie de croissance accélérée et de postérité partagée (2016-2030) (SCAPP). - L'élaboration de la Politique Nationale de Santé (PNS – horizon 2030). - La seconde phase du Plan National de Développement Sanitaire (2017-2020). - Elaboration du plan stratégique multi sectorielle de nutrition (2016-2025). - Elaboration du plan de passage à l'échelle des pratiques optimales de ANJE (2016-2025). - Elaboration du plan de renforcement de la qualité de la PCIMA (2017-2022) - Validation des textes réglementaires du code de commercialisation des substituts du lait maternel. - Existence d'une feuille de route pour le renforcement de la fortification des aliments à grande échelle. - Existence du décret (N 2004-034) portant obligation de l'iodation du sel. - Existence d'un kit d'outils de communication pour l'ANJE. - Conduite régulière de l'enquête SMART à des fins de planification et de plaidoyers. - L'adoption d'une loi d'orientation relative à la mise en œuvre de la SCAPP. - Revue stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition pour l'atteinte de l'objectif « Faim zéro » l'horizon 2030. - Conduite d'une étude sur la disponibilité de produits alimentaires de grande consommation enrichis en Micronutriments en Mauritanie à des fins de plaidoyer pour une application effective.



PROCESSUS 2 : garantir un cadre politique et juridique cohérent

Marqueur de progrès n° 2.2 : s'engager en permanence dans le plaidoyer pour influencer le développement, la mise à jour et la diffusion de cadres politiques et juridiques pertinents

Note finale	Last year's data used
2	Oui

Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

Plusieurs actions de plaidoyer et d'influence ont été effectuées en faveur de la mise à jour et la diffusion de cadres politiques et juridiques pertinents : - Existence d'un réseau des parlementaires en faveur de la Nutrition - Existence d'un réseau de journaliste en faveur de la Nutrition - Existence d'un réseau de société civile en faveur de la nutrition qui a élaboré un plan de plaidoyer participative en 2018. - La conduite régulière de l'analyse des allocation budgétaire pour la nutrition et la budgétisation des interventions spécifiques de nutrition dans le plan stratégique de nutrition qui a permis de déterminer le niveau de gap annuel en ressource financière et de bâtir un narratif de plaidoyer en direction du gouvernement pour une augmentation progressive des allocations en faveur de la nutrition dans le budget de l'Etat. - Avec l'appui de l'UNICEF, des notes de plaidoyers ont été développées et soumis au Ministre de la Santé pour une contribution de l'Etat au plan de financement des intrants thérapeutiques de la malnutrition aiguë sévère. - La mise en œuvre du programme Tekavoul qui intègre des aspects promotionnels en faveur de la nutrition. - Des efforts de plaidoyers de l'UNICEF en partenariat avec l'OMS pour la signature de l'arrêté interministériel portant application du code international de commercialisation des substitues du lait maternel. - Elaboration d'un plan de renforcement de la qualité de la PCIMAS (2017-2022) - Existence d'un arrêté de mise d'une Alliance pour la Fortification des Aliments en Micronutriments (AFAM) (toujours en cours de signature).



PROCESSUS 2 : garantir un cadre politique et juridique cohérent

Marqueur de progrès n° 2.3 : élaborer ou actualiser des cadres politiques et juridiques cohérents par le biais d'efforts coordonnés et harmonisés des parties prenantes nationales

Note finale	Last year's data used
2	Oui

Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

- Le texte réglementaire portant application du code de commercialisation des substituts du lait maternel a été validé. Le processus de signature du décret interministériel entre le Ministre de la santé et le Ministre du Commerce, des Mines et de l'Industrie est en cours. - Le processus d'adoption du nouveau décret portant création du Conseil National du Développement de la Nutrition en annexe du plan stratégique multisectoriel de nutrition pour le rendre plus fonctionnel pas encore achevé. - Il existe un problème d'ancrage institutionnel et de coordination entre les acteurs qui s'occupent de la prise en charge des cas sévère de malnutrition aiguë (Ministère de la santé/UNICEF/OMS) et ceux en charge des cas modérés (CSA/PAM). Toutefois, une meilleure synergie est notée à travers les coordinations intersectorielles entre le groupe sectoriel nutrition appuyé par l'UNICEF et le groupe sectoriel sécurité alimentaire appuyé par le PAM et la FAO. - Une feuille de route a été développée à travers un atelier national pour la conduite d'une phase test sur le protocole simplifié de prise en charge de la malnutrition est en phase teste, son application permettra une meilleure coordination des intervenants et une meilleure couverture du service.



PROCESSUS 2 : garantir un cadre politique et juridique cohérent

Marqueur de progrès n° 2.4 : rendre opérationnels/faire respecter les cadres juridiques

Note finale	Last year's data used
2	Oui

Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

□ Insuffisance dans l'application des décrets : (1) du décret (n°2004-034) portant obligation d'iодation du sel destiné à l'alimentation humaine. En effet, l'existence du sel gemme en Mauritanie constitue le principal goulot d'étranglement de la généralisation de l'iодation sur tous les sites d'extraction du sel. Le système de contrôle et de répression n'est pas fonctionnel malgré les actions ponctuelles d'intensification et de sensibilisation à travers l'appui de l'UNICEF. (2) du décret rendant obligatoire la fortification de la farine de blé en fer/acide folique/zinc et l'huile industrielle en vitamine A. Des farines et huiles non enrichies sont assez présentes sur le marché. (3) Le texte réglementaire portant application du code de commercialisation des substituts du lait maternel sous forme de décret interministériel n'est pas encore signé. Ainsi, il n'existe pas encore un mécanisme de surveillance permettant de rapporter sur les violations. Ainsi il existe de nombreuses violations très visibles dans le commerce et les pharmacies. Par ailleurs, nous relevons (i) un déficit sur l'utilisation des médias pour intensifier, sensibiliser et accroître la demande en actions en faveur de la nutrition et (ii) un déficit sur la vulgarisation des cadres politiques et/ou juridiques et les stratégies de nutrition auprès des décideurs et du grand public.



PROCESSUS 2 : garantir un cadre politique et juridique cohérent

Marqueur de progrès n° 2.5 : mener un suivi et rédiger des rapports pour l'apprentissage et le maintien de l'impact des politiques et de la législation

Note finale	Last year's data used
2	Oui

Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

Les documents suivants ont fait l'objet d'évaluation à de fins d'une meilleure planification sur la base des leçons apprises (1) La Politique Nationale de Santé, (2) Plan National de Développement Sanitaire. Les exercices de révisions et d'évaluations des lois et politiques existantes afin de documenter les bonnes pratiques ne sont pas systématisés au niveau Pays. Toutefois, Le décret portant création du Conseil National de Développement de la Nutrition a été révisé pour le rendre plus fonctionnelle. Mais le défi réside dans le processus de signature auprès des décideurs.



PROCESSUS 2 : garantir un cadre politique et juridique cohérent

SUMMARY: Ensuring a coherent policy and legal framework

Décrivez les réalisations globales, les développements positifs, les principaux défis et les suggestions d'amélioration en matière de rassemblement des acteurs dans un espace commun que vous avez constatés au cours de l'année passée (avril 2018 – avril 2019). Notez que cette rubrique sera utilisée pour rédiger le profil spécifique de votre pays qui figurera dans le rapport d'avancement annuel du Mouvement SUN.

Plusieurs acquis sont enregistrés dans la création d'un cadre juridique et politique cohérents grâce à l'élaboration des documents de politique et de stratégie ainsi que l'adoption des décrets pour leur mise en œuvre. Cependant, plusieurs contraintes/défis persistent encore : □ Gestion des étapes conduisant à la finalisation et signature du décret inter ministériel portant application du Code international de commercialisation des substituts du lait maternel. □ Insuffisance dans l'application du décret (n°2004-034) portant obligation d'iodation du sel destiné à l'alimentation humaine et animale adopté en 2010. □ Insuffisance dans l'utilisation des médias pour intensifier les messages clés, sensibiliser et accroître la demande en faveur de la nutrition. □ Vulgarisation des cadres politiques et/ou juridiques et les stratégies de nutrition auprès des décideurs et du grand public. □ Le texte réglementaire portant application du code de commercialisation des substituts du lait maternel sous forme de décret interministériel n'est pas encore signé. Ainsi il existe de nombreuses violations très visibles dans le commerce et les pharmacies. Les exercices de révisions et d'évaluations des lois et politiques existantes afin de documenter les bonnes pratiques ne sont pas systématisés au niveau Pays. Toutefois, Le décret portant création du Conseil National de Développement de la Nutrition a été révisé pour le rendre plus fonctionnelle. Mais le défi réside dans le processus de signature auprès des décideurs. Une étude appuyer par l'UNICEF, en partenariat avec l'IRD a permis de générer des informations factuelles à des fins de plaidoyer pour une application effective des orientations stratégiques et des dispositions réglementaires pour favoriser l'accès et l'utilisation des aliments de grande consommation enrichis en micronutriment (sel adéquatement iodé, farine de blé tendre destinée à la fabrication du pain en fer, acide folique, zinc et Vitamine B12, l'huile importée enrichie en vitamine A).



PROCESSUS 3 : aligner les actions sur des résultats communs

Progress marker 3.1: Continuously analyse existing nutrition-relevant policies and legislation

Note finale	Last year's data used
4	Oui

Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

Le plan stratégique multisectoriel de nutrition (2016 – 2025) validé en 2016 intégrant un cadre commun de résultats constitue aujourd'hui le document de référence qui guide les interventions de nutrition. Dans le cadre de son opérationnalisation, le Ministère de la Santé a bénéficié de l'appui technique et financier de l'UNICEF pour le développement d'un plan de passage à l'échelle des interventions de promotion des pratiques optimales d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant pour les dix prochaines années (2016 – 2025) , et d'un plan de renforcement de la qualité de la PCIMAS (2017-2022) qui sera validé en 2019.



PROCESSUS 3 : aligner les actions sur des résultats communs

Marqueur de progrès n° 3.2 : traduire les cadres politiques et juridiques en un cadre commun de résultats pouvant être mis en œuvre afin de renforcer la nutrition aux niveaux national et local

Note finale	Last year's data used
3	Oui

Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

Le plan stratégique multisectoriel de nutrition précité comporte un cadre commun de résultats, un cadre de suivi et d'évaluation et une estimation du coût des interventions spécifiques de nutrition. Ainsi dans le cadre de sa vulgarisation auprès des différentes parties prenantes, 11 Affiches portant sur les produits attendus du cadre commun de résultats ainsi les secteurs responsables ont été développées et imprimées. Le défi réside dans la finalisation du processus d'inventaire des interventions existantes leurs financements associés au niveau des différentes parties prenantes et jeter les bases d'une coordination multisectorielle régulière au niveau central et régional.



PROCESSUS 3 : aligner les actions sur des résultats communs

Marqueur de progrès n° 3.3 : organiser et mettre en œuvre les priorités annuelles conformément au cadre commun de résultats

Note finale	Last year's data used
2	Oui

Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

L'exercice d'inventaire des interventions existantes au niveau des différentes parties prenantes pour analyser les potentiels contributions à l'atteinte des produits attendus du cadre commun de résultats n'est pas encore organisé. En effet, cette activité devrait jeter les bases de la coordination multisectorielle régulière et des revues annuelles.



PROCESSUS 3 : aligner les actions sur der résultats communs

Marqueur de progrès n° 3.4 : assurer un suivi conjoint des actions prioritaires conformément au cadre commun de résultats

Note finale	Last year's data used
2	Oui

Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

Il n'existe pas de cadre global de concertation et de suivi. Cependant, le secteur de prise en charge de la Malnutrition aiguë dispose d'un cadre de coordination qui détermine les zones prioritaires et établie un cadre de ciblage harmonisé. Il y a aussi un système d'information pour le suivi des performances du programme de prise en charge de la malnutrition aiguë sévère. Le plan de passage à l'échelle ANJE dispose d'un mécanisme de suivi des différentes composantes. Les missions annuelles conjointes de suivi sont essentiellement liées à la mise en œuvre des plans de réponse humanitaire.



PROCESSUS 3 : aligner les actions sur des résultats communs

Marqueur de progrès n° 3.5 : évaluer la mise en œuvre des actions pour comprendre, atteindre et maintenir leurs effets sur la nutrition

Note finale	Last year's data used
1	Oui

Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

Un cadre de résultats existe dans le plan stratégique multisectoriel de nutrition mais il est encore prématuré d'évaluer ce marqueur de progrès. Toutefois, une enquête SMART intégrant la détermination d'indicateurs clés de nutrition est organisée chaque année avec l'appui de l'UNICEF. Dans le cadre de la mise en œuvre du plan ANJE, il est systématisé des enquêtes de base et d'évaluation pour mesurer l'impact des interventions au niveau des zones d'interventions ciblées.



PROCESSUS 3 : aligner les actions sur des résultats communs

SUMMARY: Aligning actions around common results

Décrivez les réalisations globales, les développements positifs, les principaux défis et les suggestions d'amélioration en matière de rassemblement des acteurs dans un espace commun que vous avez constatés au cours de l'année passée (avril 2018 – avril 2019). Notez que cette rubrique sera utilisée pour rédiger le profil spécifique de votre pays qui figurera dans le rapport d'avancement annuel du Mouvement SUN.

Les outils pour une programmation alignée existent aujourd'hui en Mauritanie. Le défi réside dans la planification annuelle avec tous les acteurs pour optimiser les interventions dans les différents secteurs d'intervention sensibles ou spécifiques de nutrition. Cette étape constitue la base de la coordination multisectorielle régulière et les revues annuelles. Actions prioritaires 2019-2020

1. Faire un listing des interventions existantes et potentielles tout en clarifiant :
 - Le lien avec les produits du cadre commun de résultats
 - Leur couverture au niveau national
 - Leur financement ou la prédictibilité de leur financement
 - Les secteurs impliqués et à impliquer
 - L'impact potentiel sur la prévention durable de la malnutrition
2. Affiner la planification et la mise en œuvre multisectorielle des interventions
3. Mettre en place un cadre de suivi et d'évaluation des interventions par secteur contribuant à l'atteinte des produits du cadre commun de résultats à travers un meilleur fonctionnement des cadres de coordination multisectorielle.



PROCESSUS 4 : suivi financier et mobilisation des ressources Suivi financier et mobilisation des ressources

Marqueur de progrès n° 4.1 : chiffrer et évaluer la faisabilité financière du cadre commun de résultats

Note finale	Last year's data used
3	Oui

Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

Le Mauritanie a pris l'option d'estimer uniquement le coût des interventions spécifiques de nutrition : en utilisant les coûts unitaires supplémentaires calculés au niveau mondial pour atteindre les objectifs de l'assemblée mondiale de la santé en matière de nutrition dans 10 ans (approche Banque Mondiale). Environ 76 millions \$US seront nécessaires pour permettre aux interventions spécifiques de contribuer à l'atteinte des cibles fixés en 2025 soit un investissement de 7,6 millions \$US par an. Les interventions prises en compte dans l'estimation des coûts des interventions spécifiques de nutrition intègrent les éléments suivants : • Pour la femme enceinte et allaitante (Conseils en matière d'allaitement maternel, Éducation à l'alimentation complémentaire, suppléments de fer et d'acide folique, l'accès aux micronutriments pendant la grossesse, supplémentation équilibrée en protéine et énergie pendant la grossesse, traitement préventif intermittent contre le paludisme pour les femmes enceintes). • Pour l'enfant (Suppléments de vitamine A, supplémentation prophylactique en zinc, fortification à domicile avec les poudres de micronutriments, l'accès à une alimentation complémentaire adéquate, traitement de la malnutrition aiguë sévère). • Pour la population générale (fortification des denrées de base, politiques sociales favorables à l'allaitement maternel, stratégie médiatique pour promouvoir l'allaitement maternel). L'analyse des allocations budgétaires en 2016, montre qu'en 2015, le Budget dédié à la nutrition par rapport au budget annuel représentait 2.40% (2.19% dépensés). La part des interventions spécifique par rapport au budget dédié à la nutrition représentait 7.40% (6.88% dépensés) soit un montant annuel de 824,300 \$US (294,275,500 Ouguiya). Ce qui représente 11% des besoins de 7,6 millions de dollars par an. À l'absence d'une contribution des partenaires techniques et financiers, une augmentation régulière de 45% sur 6 ans (2017 – 2019) des allocations budgétaires serait nécessaire pour atteindre le plan de financement des interventions spécifiques de nutrition. Le pays a pris l'option de laisser chaque secteur à travers les départements Ministériels de faire son propre plan sectoriel sur une base annuelle. Toutefois l'incitation à la systématisation de ces plans sectoriels sensibles à la nutrition, leur revue et suivi à travers la coordination multisectorielle n'est pas encore effectif.



PROCESSUS 4 : suivi financier et mobilisation des ressources Suivi financier et mobilisation des ressources

Marqueur de progrès n° 4.2 : assurer un suivi du financement de la nutrition et rédiger des rapports à ce sujet

Note finale	Last year's data used
3	Oui

Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

Depuis 2015, la Mauritanie effectue le suivi du financement public de la nutrition en Mauritanie avec l'appui de l'UNICEF. Le défi réside le développement de compétences au niveau du Gouvernement pour conduire de tel exercice en impliquant la société civile. Il en ressort que les investissements en faveur des interventions spécifiques restent encore inférieurs à 3.5%. La majorité du budget est en lien avec les interventions sensibles de nutrition.



PROCESSUS 4 : suivi financier et mobilisation des ressources Suivi financier et mobilisation des ressources

Marqueur de progrès n° 4.3 : renforcer et aligner les ressources, et notamment, combler les manques de financement

Note finale	Last year's data used
2	Oui

Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

L'analyse des allocations budgétaires en 2016, montre qu'en 2015, le Budget dédié à la nutrition par rapport au budget annuel représentait 2.40% (2.19% dépensés). La part des interventions spécifiques par rapport au budget dédié à la nutrition représentait 7.40% (6.88% dépensés) soit un montant annuel de 824,300 \$US (294,275,500 Ouguiya). Ce qui représente 11% des besoins de 7,6 millions de dollars par an. À l'absence d'une contribution des partenaires techniques et financiers, une augmentation régulière de 45% sur 6 ans (2017 – 2019) des allocations budgétaires seraient nécessaires pour atteindre le plan de financement des interventions spécifiques de nutrition.

L'analyse réalisée en 2018 et portant sur l'exercice budgétaire de 2017, montre le budget dédié à la nutrition par rapport au budget annuel n'a pas encore changé de façon significative avec 3.35%. Par ailleurs, le PAM a donné un appui technique et financier pour la conduite en Mauritanie de l'étude sur le Coût de la Faim. Des efforts de plaidoyer pour un meilleur investissement de l'Etat en faveur de la Nutrition : (1) plaidoyer pour une contribution de l'Etat au plan de financement des intrants thérapeutiques pour la prise en charge des cas sévères de malnutrition, (2) session de plaidoyer avec le réseau des parlementaires femmes organisées par le réseau SUN de la société civile. Toutefois, l'Etat n'a pas encore pris d'engagement pour une augmentation progressive annuelle des allocations budgétaires en faveur de la nutrition.



PROCESSUS 4 : suivi financier et mobilisation des ressources Suivi financier et mobilisation des ressources

Marqueur de progrès n° 4.4 : concrétiser les promesses de financements

Note finale	Last year's data used
1	Oui

Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

La volonté du gouvernement est manifeste et devra être accompagnée par des actions concrètes pour contribuer plus efficacement au plan de financement des intrants nutritionnels, pour atteindre cet objectif.



PROCESSUS 4 : suivi financier et mobilisation des ressources Suivi financier et mobilisation des ressources

Marqueur de progrès n° 4.5 : Assurer la prévisibilité du financement pluriannuel pour soutenir les résultats des mises en œuvre et leurs répercussions sur la nutrition

Note finale	Last year's data used
1	Oui

Expliquez comment vous avez obtenu cette note, notamment si des changements ont été constatés au cours de l'année passée

La nutrition est tributaire des financements des bailleurs qui sont plus dans l'urgence et donc sont plus sur les programmations annuelles avec une absence de visibilité à long terme.



PROCESSUS 4 : suivi financier et mobilisation des ressources Suivi financier et mobilisation des ressources

SUMMARY: Financial tracking and Resource mobilisation

Décrivez les réalisations globales, les développements positifs, les principaux défis et les suggestions d'amélioration en matière de rassemblement des acteurs dans un espace commun que vous avez constatés au cours de l'année passée (avril 2018 – avril 2019). Notez que cette rubrique sera utilisée pour rédiger le profil spécifique de votre pays qui figurera dans le rapport d'avancement annuel du Mouvement SUN.

Les avancés de la Mauritanie en matière de suivi financier et de mobilisation des ressources se traduisent par (1) l'estimation des besoins sur les 10 prochaines années pour soutenir les interventions spécifiques de nutrition, (2) la détermination des gaps sur la base de l'analyse des allocations en faveur de la nutrition dans les budgets annuels de l'Etat. Toutefois, l'engagement de l'Etat pour augmenter les investissements en faveur des interventions spécifiques de nutrition continue de montrer des marges de progression importantes. Malgré les efforts de l'Etat et ses partenaires techniques et financiers, l'essentiel du financement est attribué à des interventions à court terme liées à des plans de réponse aux urgences. Les interventions de nutrition à visée préventive restent sous financées. Ainsi, l'un des défis majeurs reste la capacité à mobiliser des ressources prédictibles sur une longue durée pour renforcer les interventions mettant l'accent sur la prévention selon une approche multisectorielle.

Outcome marker

Renforcement des interventions spécifiques à la nutrition

Final score: 2

Renforcement des interventions sensibles à la nutrition

Final score: 2

Résumé du marqueur de résultat : Interventions sensibles et Spécifiques à la nutrition

En vue d'atteindre certains produits liés à la mise en œuvre des interventions spécifiques, la Mauritanie a adopté l'approche plan de passage à l'échelle : 1. Plan de passage à l'échelle et de renforcement de la qualité de la prise en charge de la malnutrition aiguë sévère sur les 5 prochaines années. Dans ce cadre un exercice d'analyse des goulots d'étranglement a été conduit. En 2018, 88% (759/863) des structures de santé de la Mauritanie disposent soit d'un centre de réhabilitation des cas sévères sans complications en ambulatoire (739 CRENAS) ou de Centre de réhabilitation des cas sévères avec complications en interne (20 CRENI). Un total de 1,727 agents de santé formés sur la PCIMA en 2018 soit une performance de 134% par rapport à la cible de 2020 (n=1280). Ainsi, 24,521 enfants MAS ont été traités sur l'ensemble du pays soit une couverture de 76% de la cible du programme fixée à 100% du burden (32,244 cas attendus). La visibilité de la prise en charge des MAM à travers les CRENAM reste un grand défi qui est progressivement relevé en collaboration avec le PAM et le Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) à travers le renforcement du partage d'informations selon lesquelles les CRENAM ont traité 25,443 enfants MAM soit 49% de cible (n=52,103) et 29% du total des MAM attendus du pays (n=86,503). De plus 4,043 femmes enceintes/allaitantes (FEFA) malnutries ont bénéficié d'un traitement soit 114% de la cible (n=3,518) et 85% du total des FEFA malnutries attendus en 2018 (n=4,725). 2. Plan de passage à l'échelle de la promotion des pratiques optimales d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant pour les 10 prochaines années. Les options stratégiques de la composante communautaire du plan ANJE est dans une phase d'expérimentation pour informer la phase d'extension. Dans le cadre de la mise en œuvre de la composante système de santé, 866 prestataires de santé ont bénéficié d'un renforcement de capacités pour délivrer le paquet intégré des services d'ANJE à travers les contacts de santé maternelle et infantile existant dans les structures de santé. De plus, 2018 est marqué par la validation d'un texte réglementaire d'application en Mauritanie du Code International des Substituts du Lait Maternel. Le format de texte juridique a été finalisé, traduit en Arabe et introduit dans le circuit de signature. 3. Plan de renforcement de la lutte contre les carences en micronutriments. La disponibilité de financement constitue une contrainte majeure pour l'extension de la distribution de poudre de micronutriments pour la fortification des aliments à domicile. Les plans de réponse aux urgences sont mis en contribution pour positionner ce type d'intervention. Ainsi dans le cadre de la gestion de la crise nutritionnelle de 2018, deux campagnes nationales de dépistage couplée à la supplémentation en vitamine A et au déparasitage en Juin puis Décembre 2018 ont permis d'atteindre des couvertures élevées pour ces deux services: (1) 565,593 enfants âgés de 6 – 59 mois supplémentés en vitamine A, soit une couverture de 88%, et (2) 520,576 enfants âgés de 12 – 59 mois déparasités dans le cadre de l'approche intégrée de lutte contre l'anémie par carence en fer, soit une couverture de 91%. De plus, l'UNICEF a accompagné au cours du second semestre 2018 la fortification à domicile des aliments en micronutriments au profit de 13,300 enfants 6 – 23 mois au niveau de Guidimakha. En partenariat avec le Ministère du Commerce, des Mines et de l'Industrie, l'UNICEF a appuyé l'organisation d'une campagne de promotion, et d'intensification du contrôle du sel iodé dans le marché central de Nouakchott. En effet, le marché central de Nouakchott est le carrefour du commerce du sel en Mauritanie. Une iodation du sel transitant par ce marché peut permettre d'atteindre une couverture de 75% du sel consommé dans le pays. Par ailleurs, un programme national de nutrition (PNN) est mis en place depuis 2012 sous la responsabilité du Ministère des Affaires Sociales, de l'Enfance et de la Famille (MASEF). Ainsi 233 Centre de Nutrition communautaire représentent des lieux où le suivi de la croissance des enfants est assuré grâce à des séances de pesées mensuelles par le rapport poids/ âge pour les enfants de moins de 24 mois et le dépistage de la malnutrition aiguë à l'aide du brassard pour tous les enfants entre 24 et 59 mois. Seuls 91 Centre de Nutrition Communautaire au niveau de Nouakchott, Nouadhibou, Brakna et Tagant ont un financement de l'Etat. Progrès dans l'intensification des interventions sensibles à la nutrition Choisissez des exemples clairs dans les secteurs pertinents que vous incluez dans votre analyse. Pour chaque exemple, veuillez préciser la portée géographique, la population ciblée et l'approche de livraison. (Référence : Série Lancet 2013 sur la nutrition maternelle et infantile et le Compendium 2016 de l'ONU pour la nutrition) La majorité (97%) des allocations dans le budget de l'Etat comptabilisé dans les allocations en faveur de la nutrition est liée aux interventions sensibles existantes dans certains départements ministériels (Agriculture, élevage, éducation, Affaires sociales, Famille et Enfance, eau/assainissement). Cependant, leurs portées géographiques ne sont documentées ni connues par le grand public à cause de la faiblesse dans la coordination multisectorielle. Toutefois, de manière spécifique, la composante communautaire du plan ANJE est actuellement utilisée comme porte d'entrée pour bâtir des plateformes multisectorielles : (1) renforcement des activités de production vivrière en utilisant la plateforme des groupes d'apprentissage et de suivi des pratiques d'ANJE (GASPA), (2) partenariat avec le système éducatif pour faire des élèves des acteurs de changement au sein de leurs communautés, (3) identification des zones de convergence avec le secteur Eau/Assainissement à travers la contribution de l'UNICEF. Par ailleurs, la Mauritanie dispose d'un programme des filets sociaux intégrant le cash transfert et la promotion sociale au niveau de 5 départements (Mbout, Sélilaby, Ould Yenghé Kankossa et Barkéole).

Réseau du secteur privé SUN

1.	Y a-t-il un réseau, un forum ou une plateforme dans le pays au sein duquel le secteur privé coordonne ses actions de nutrition ?
	Non
2.	Si la réponse est oui, quel est le nom de ce réseau, de ce forum ou de cette plateforme ?
3.	Si la réponse est oui, quels sont le nom et les coordonnées de l'organisateur ?
	Name: Email:
4.	Si la réponse est oui, une stratégie a-t-elle été formulée et alignée sur le plan national de nutrition ?
	Non
5.	Si la réponse est oui, des financements ont-ils été obtenus au moins pour les 6 prochains mois ?
	Non
6.	Si aucun réseau, forum ou plateforme n'a été mis en place dans le pays, la plateforme multi-acteurs travaille-t-elle avec le secteur privé et les entreprises en général ?
	Sans objet car aucun réseau n'a été mis en place
7.	Le rôle du secteur privé est-il défini ou précisé dans le plan national d'action de nutrition ?
	Oui
8.	Résumé global des progrès réalisés ou des défis relevés au cours de l'année passée (d'avril 2018 à avril 2019)
	Il manque la mise en place du réseau du secteur privé ; la situation reste d'actualité en 2019.

Principales contributions du secteur privé / des entreprises aux objectifs stratégiques du Mouvement SUN en 2018-2019

Contributions au Processus 1

Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Contributions au Processus 2

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Contributions au Processus 3

Aligner les actions sur des résultats communs

Contributions au Processus 4

Assurer un suivi financier et une mobilisation des ressources

Réseau de la société civile SUN

1.	<p>Y a-t-il un réseau, un forum ou une plateforme dans le pays au sein duquel le secteur privé coordonne ses actions de nutrition ?</p> <p>Oui</p>
2.	<p>Si la réponse est oui, quel est le nom de ce réseau, de ce forum ou de cette plateforme ?</p> <p>Mouvement SUN Société Civile</p>
3.	<p>Si la réponse est oui, quels sont le nom et les coordonnées de l'organisateur ?</p> <p>Name: Moulaye El Mehdy Moulaye Zéine; tel : 00222 26303096 ; Email: email : ong.amami@gmail.com</p>
4.	<p>Si aucun réseau, forum ou plateforme n'a été mis en place dans le pays, la plateforme multi-acteurs travaille-t-elle avec la société civile dans son ensemble ?</p> <p>Oui</p>
5.	<p>Merci de fournir plus d'informations :</p>
6.	<p>Résumé global des progrès réalisés ou des défis relevés au cours de l'année passée (d'avril 2018 à avril 2019)</p> <p>Le fonctionnement du réseau société civile SUN en 2018 n'est pas totalement effectif, les réunions ne sont pas régulières pour des raisons de contrainte budgétaire. Néanmoins le réseau a pu contribuer à : - Mobilisation du réseau des parlementaires (organisation d'une journée portes ouvertes sur la nutrition), - Création d'un réseau des journalistes sensibles à la nutrition au sein du groupe de la société civile, - L'élaboration d'un plan de plaidoyer participatif.</p>

Principales contributions de la société civile aux objectifs stratégiques du Mouvement SUN en 2018-2019

Contributions au Processus 1

Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

- Mobilisation du réseau des parlementaires (organisation d'une journée portes ouvertes sur la nutrition) - Création d'un réseau des journalistes sensibles à la nutrition au sein du groupe de la société civile

Contributions au Processus 2

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Contributions au Processus 3

Aligner les actions sur des résultats communs

Contributions au Processus 4

Assurer un suivi financier et une mobilisation des ressources

Réseau des donateurs SUN	
1.	Y a-t-il un réseau, un forum ou une plateforme dans le pays au sein duquel les donateurs coordonnent leurs actions de nutrition ?
	Non
2.	Si la réponse est oui, quel est le nom de ce réseau, de ce forum ou de cette plateforme ?
3.	Si la réponse est oui, quels sont le nom et les coordonnées de l'organisateur ?
	Name: Email:
4.	Si aucun réseau, forum ou plateforme n'a été mis en place dans le pays, la plateforme multi-acteurs travaille-t-elle avec l'ensemble des donateurs ?
	Sans objet car aucun réseau n'a été mis en place
5.	Merci de fournir plus d'informations :
6.	Résumé global des progrès réalisés ou des défis relevés au cours de l'année passée (d'avril 2018 à avril 2019)
	Il manque la mise en place du réseau des donateurs ; la situation reste d'actualité en 2019.

Principales contributions des donateurs aux objectifs stratégiques du Mouvement SUN en 2018-2019

Contributions au Processus 1

Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Contributions au Processus 2

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Contributions au Processus 3

Aligner les actions sur des résultats communs

Contributions au Processus 4

Assurer un suivi financier et une mobilisation des ressources

Réseau des Nations Unies pour le Mouvement SUN

1.	<p>Y a-t-il un réseau, un forum ou une plateforme dans le pays au sein duquel les Nations Unies coordonnent leurs actions de nutrition ?</p> <p>Oui</p>
2.	<p>Si la réponse est oui, quel est le nom de ce réseau, de ce forum ou de cette plateforme ?</p> <p>Groupe sectoriel de Nutrition (plus fonctionnel que le Réseau UN qui ont juste un plan d'action annuel)</p>
3.	<p>Si la réponse est oui, quels sont le nom et les coordonnées de l'organisateur ?</p> <p>Name: Christian Tendeng ; Tel 00222 42783621 ; Email: ctendeng@unicef.org</p>
4.	<p>Si aucun réseau, forum ou plateforme n'a été mis en place dans le pays, la plateforme multi-acteurs travaille-t-elle avec les Nations Unies ?</p> <p>Sans objet car aucun réseau n'a été mis en place</p>
5.	<p>Merci de fournir plus d'informations :</p>
6.	<p>Résumé global des progrès réalisés ou des défis relevés au cours de l'année passée (d'avril 2018 à avril 2019)</p> <p>Le fonctionnement du réseau SUN Nations Unies en 2018 n'est pas totalement effectif, les réunions ne sont pas régulières. Toutefois, le Groupe sectoriel de Nutrition autour du Ministère de la santé est très dynamique dans la cadre de réponse aux urgences nutritionnelles. Les Agences apportent un appui selon le positionnement de la nutrition dans leur mandat comme l'atteste les exemples donnés ci-dessus.</p>

Principales contributions des Nations Unies aux objectifs stratégiques du Mouvement SUN en 2018-2019

Contributions au Processus 1

Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

- Faciliter l'augmentation du nombre de comités régionaux de coordination de la nutrition qui est passé de 5 à 8 (régions de Hodh El Chargui, Hodh El Gharbi, Brakna, Assaba, Gorgol, Guidimakha, Trarza, Tagant). - Organisation de voyage d'étude sur la coordination multisectorielle au Senegal avec l'appui de la FAO.

Contributions au Processus 2

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

- Développement du texte réglementaire portant application du code international des substituts du lait maternel avec l'appui de l'UNICEF et l'OMS - Analyse de la disponibilité des aliments de grande consommation enrichis en micronutriments à des fins de plaidoyers pour une application effective des cadres réglementaires (avec l'appui de l'UNICEF - Appui au développement de plans de passage à l'échelle des interventions spécifiques de nutrition avec l'appui de l'UNICEF

Contributions au Processus 3

Aligner les actions sur des résultats communs

- Diffusion du cadre commun des résultats à travers des Affiches avec l'appui de l'UNICEF

Contributions au Processus 4

Assurer un suivi financier et une mobilisation des ressources

- Appui à la conduite de l'analyse des allocations budgétaire en faveur de la nutrition dans le Budget de l'état avec l'appui de l'UNICEF.

Universités et instituts scientifiques et de recherche

1.	<p>Y a-t-il un réseau, un forum ou une plateforme dans le pays au sein duquel les universités et les instituts scientifiques et de recherche coordonnent leurs actions de nutrition ?</p> <p>Non</p>
2.	<p>Si la réponse est oui, quel est le nom de ce réseau, de ce forum ou de cette plateforme ?</p>
3.	<p>If yes, what is the name and contact details of the convener</p> <p>Name: Email:</p>
4.	<p>Si aucun réseau, forum ou plateforme n'a été mis en place dans le pays, la plateforme multi-acteurs travaille-t-elle avec les universités et les instituts scientifiques et de recherche ?</p> <p>Sans objet car aucun réseau n'a été mis en place</p>
5.	<p>Merci de fournir plus d'informations :</p>
6.	<p>Résumé global des progrès réalisés ou des défis relevés au cours de l'année passée (d'avril 2018 à avril 2019)</p> <p>Il manque la mise en place du réseau des Universités et instituts scientifiques et de recherche ; la situation reste d'actualité en 2019.</p>

Principales contributions des universités et instituts scientifiques et de recherche aux objectifs stratégiques du Mouvement SUN en 2018-2019

Contributions au Processus 1

Rassembler les parties prenantes dans un espace d'action commun

Contributions au Processus 2

Garantir un cadre politique et juridique cohérent

Contributions au Processus 3

Aligner les actions sur des résultats communs

Contributions au Processus 4

Assurer un suivi financier et une mobilisation des ressources

Progrès des priorités passées		
#	Progrès des priorités passées	Yes/ No/ In progress
1.	N/A	En cours
2.	N/A	En cours
3.	N/A	En cours
4.	N/A	En cours
5.	N/A	N/A
6.	N/A	En cours

Soutien fourni pour répondre aux priorités

1.	<p>How did stakeholders (the Government, the UN, civil society organisations, donors, private sector, etc.) contribute to meeting these priorities? Please explain:</p> <p>- Plaidoyer pour le renforcement de la coordination multisectorielle - Facilitation de la coordination multisectorielle - Financement de la coordination multisectorielle</p>
2.	<p>Avez-vous reçu une assistance technique interne (par l'intermédiaire de prestataires de services techniques nationaux) pour répondre à ces priorités ?</p> <p>Non</p>
3.	<p>If yes, who supported you and how did they support you? Please explain:</p>
4.	<p>Avez-vous reçu une assistance technique externe (demandée par l'intermédiaire du système de soutien mondial du Mouvement SUN) pour répondre à ces priorités ?</p> <p>Non</p>
5.	<p>If yes, who supported you and how did they support you? Please explain:</p>

Priorités pour 2019-2020

Indiquez ici les principales priorités de la plateforme multi-acteurs pour 2019-2020 (maximum de six)

#	Priority
1.	1. Apporter une assistance technique rapproché au Point Focal SUN à travers le recrutement d'un Consultant sur une période de 6 mois pour accélérer le processus.
2.	2. Conduire l'inventaire des interventions existants potentiels pouvant contribuer à l'atteinte des produits du cadre commun de résultats pour jeter les bases de la coordination multisectorielle
3.	3. Renforcer le fonctionnement des cadres de coordination multisectorielle au niveau national et régional (à travers la mise en place d'outils et de mécanisme de fonctionnement et de rapportage)
4.	4. Mise en place des réseaux des donateurs et des Universitaires
5.	5. Finaliser le processus de signature du décret révisé du Conseil national de développements de la nutrition
6.	6. Poursuivre les actions de plaidoyers en s'appuyant sur les éléments de succès pour amener le gouvernement à mieux investir dans la nutrition (réduction du retard de croissance au cours des dernières années).

Soutien nécessaire pour répondre aux priorités de 2019-2020

1.	Envisagez-vous de demander une assistance technique (interne ou externe) pour répondre à ces priorités ?
	<input type="checkbox"/> Oui
2.	If yes, whose support you will be seeking and for what? Please explain:
	Consultant national recruté par UNICEF pour appuyer le Point Focal national du mouvement SUN à faire avancer l'agenda de la nutrition à travers une réponse effective aux priorités identifiées.

Résumé des priorités

Veillez décrire les réalisations globales, les développements positifs, les principaux défis et les suggestions d'amélioration en lien avec vos priorités de l'année passée (avril 2018 - avril 2019) et l'avenir.

Veillez décrire les réalisations globales, les développements positifs, les principaux défis et les suggestions d'amélioration en lien avec vos priorités de l'année passée (avril 2018 - avril 2019) et l'avenir.

1. Organisation de l'atelier de planification sur la mise en œuvre du plan stratégique multisectoriel de nutrition devant permettre le suivi à travers un système de coordination et de faire des revues annuelles d'analyse des progrès : - Développement positif : atelier identifié dans le plan de travail annuel de l'UNICEF - Principaux défis : préparation de l'atelier par le point focal Mouvement SUN -Suggestion : recruter un consultant technique pour appuyer le Point Focal du Mouvement SUN dans l'organisation de l'atelier 2. Le renforcement du fonctionnement des cadres de coordination multisectorielle au niveau national et régional (à travers la mise en place d'outils et de mécanisme de fonctionnement et de rapportage) - Développement positif : renforcement de la coordination régional avec la restitution de l'enquête SMART comme porte d'entrée en 2018 dans 08 (régions de Hodh El Chargui, Hodh El Gharbi, Brakna, Assaba, Gorgol, Guidimakha, Trarza, Tagant). - Principaux défis : Développer et soutenir un agenda de coordination multisectorielle au niveau national et régional - Suggestion : assurer le financement des coordinations nationales et régionale dont l'organisation, le suivi et le reporting sont intégrés dans les termes de référence du consultant recruté pour appuyer le point focal Mouvement SUN. 3. Mise en place des réseaux des donateurs et des Universitaires - Développement positif : donateurs et les universitaires manifestent leur sensibilité à coordination multisectorielle et leur volonté à prendre part à cette coordination - Principaux défis : mise en place des réseaux fonctionnels des donateurs et des Universitaires - Suggestion : Faciliter le démarrage de la coordination des donateurs et des Universitaires à travers les efforts de la plateforme existante du réseau de la société civile et des Nations Unies 4. Finaliser le processus de signature du décret révisé du Conseil national de développements de la nutrition - Développement positif : finalisation du texte réglementaire - Principaux défis : Signature du texte - Suggestion : Renforcer le suivi du document dans le circuit administratif de signature 5. Conduire l'inventaire des interventions existants potentiels pouvant contribuer à l'atteinte des produits du cadre commun de résultats pour jeter les bases de la coordination multisectorielle - Développement positif : existence d'une analyse budgétaire des intervention sensibles et spécifiques à la nutrition - Principaux défis : Listing exhaustif interventions existants potentiels pouvant contribuer à l'atteinte des produits du cadre commun de résultats - Suggestion : listing interventions existants intégré dans les termes de référence du consultant recruté pour appuyer le point focal Mouvement SUN 6. Poursuivre les actions de plaidoyers en s'appuyant sur les éléments de succès pour amener le gouvernement à mieux investir dans la nutrition (réduction du retard de croissance au cours des dernières années). - Développement positif : démarrage du plaidoyer avec la plateforme de la société civile et des Nations Unies - Principaux défis : plaidoyer qui atteint le plus haut niveau de décision - Suggestion : identification de champions de la nutrition dans les hautes sphères des décideurs.

Planification de mesures et d'interventions d'urgence

1.	Au cours de la période de ce rapport (d'avril 2018 à avril 2019), le pays a-t-il dû faire face ou répondre à une situation de crise humanitaire ?
	<input type="checkbox"/> Oui
2.	If yes, what was the type of emergency
	<input type="checkbox"/> Autre
3.	And what was the duration of this emergency? Please explain:
	6 mois
4.	Le pays dispose-t-il d'un plan national de mesures et d'interventions d'urgence ?
	<input type="checkbox"/> Oui
5.	Si la réponse est oui, est-ce que ce plan prévoit des actions et des indicateurs nutritionnels (spécifiques et contribuant à la nutrition) ?
	<input type="checkbox"/> Oui

Planification de mesures et d'interventions d'urgence

6.	Un continuum de la bonne nutrition (allant des mesures d'urgence pour sauver des vies à la planification d'un développement à long terme) est-il discuté au sein de la plateforme multi-acteurs ?
	Oui
7.	La plateforme multi-acteurs s'assure-t-elle de la participation des parties prenantes pertinentes, notamment des acteurs humanitaires et de ceux contribuant à la résilience ou à la prévention des risques liés aux catastrophes ?
	Oui
	If yes, which stakeholders are included? Please explain:
8.	Ce sont les groupes sectoriels de sécurité alimentaire et de nutrition qui constituent les portes d'entrée pour le développement et la mise en œuvre des plans de réponse humanitaire. Toutefois, au niveau pays, on retrouve les mêmes acteurs (humanitaires et de développement).
9.	Le point focal SUN, ou un autre représentant de la plateforme multi-acteurs, participe-t-il aux systèmes nationaux de coordination des interventions humanitaires déjà en place ?
	Oui
10.	Informations complémentaires : fournissez des informations complémentaires qui vous semblent importantes pour le travail de la plateforme multi-acteurs en temps de crise.
	-Elaboration d'un plan de réponse sécurité alimentaire et Nutrition. -Réunions de coordination sectorielles et multisectorielles de suivi de la réponse à la crise

Égalité de genre et autonomisation des femmes et des filles

1.	<p>L'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles sont-ils considérés comme des priorités dans le cadre du travail de la plateforme multi-acteurs</p> <p>Oui</p>
2.	<p>La parité hommes-femmes (pas moins de 40 % de femmes ou d'hommes) est-elle atteinte au sein de la plateforme multi-acteurs ?</p> <p>Non</p>
3.	<p>Y a-t-il un ministère ou un département chargé de la condition féminine / de l'égalité des genres dans le pays membre de la plateforme multi-acteurs ?</p> <p>Oui</p>
4.	<p>If yes, what is the name of this Ministry or Department? Please explain:</p> <p>Ministère des Affaires sociales, de la Famille et des enfants</p>
5.	<p>If not a part of the multi-stakeholder platform, how do you engage with this Ministry or Department? Please explain:</p>
6.	<p>La plateforme multi-acteurs collabore-t-elle avec d'autres acteurs non gouvernementaux œuvrant en faveur de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes ?</p> <p>Oui</p>
7.	<p>Si la réponse est oui, qui sont ces acteurs ?</p>

Égalité de genre et autonomisation des femmes et des filles

8.	La plateforme multi-acteurs a-t-elle des informations au sujet de l'état nutritionnel des femmes, des hommes et des adolescents (filles et garçons) dans le pays afin de mieux répondre à leurs besoins ?
	<input type="checkbox"/> Oui
9.	Y a-t-il eu une analyse ou un inventaire des réglementations, lois et politiques de nutrition existantes tenant compte du genre ?
	<input type="checkbox"/> Oui
10.	Le plan ou la stratégie nutritionnels multi-acteurs et multisectoriels tiennent-ils compte de l'égalité des genres par des actions et des indicateurs dans ce domaine ?
	<input type="checkbox"/> Oui
11.	Existe-t-il, dans votre pays, une stratégie ou une politique d'égalité des genres ?
	<input type="checkbox"/> Oui
12.	Si la réponse est oui, cette politique ou stratégie tiennent-elles compte des problèmes de nutrition, par des actions et des indicateurs dans ce domaine ?
	<input type="checkbox"/> Oui
13.	What actions, such as advocacy, have been implemented by the multi-stakeholder platform in 2018-2019 to ensure gender equality and the empowerment of women and girls? Please explain:
	- les interventions actuelles intègrent des éléments pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes et des filles.

Systemes alimentaires durables et sensibles à la nutrition

1.	<p>En plus de la plateforme multi-acteurs pour la nutrition, existe-t-il, dans le pays, d'autres mécanismes et plateformes multi-acteurs sur la sécurité et les systèmes alimentaires ?</p> <p>Non</p>
2.	<p>If yes, what is this platform or mechanism called and who is a part of this platform? Please explain:</p>
3.	<p>Si la réponse est oui, la plateforme multi-acteurs pour la nutrition travaille-t-elle en étroite collaboration avec ce mécanisme de système ou de sécurité alimentaire ?</p>
4.	<p>Les principaux acteurs des systèmes alimentaires (y compris le secteur privé) sont-ils membres de la plateforme multi-acteurs pour la nutrition ?</p> <p>Non</p>
5.	<p>If yes, which stakeholders participate? Please explain:</p>
6.	<p>If not, which stakeholders should be more involved? Please explain:</p>
7.	<p>Y a-t-il actuellement des mesures prises en faveur de l'instauration de politiques ou de la promulgation de lois visant à renforcer les systèmes alimentaires favorables à des régimes alimentaires sains et à une bonne nutrition ?</p> <p>Non</p>

Systemes alimentaires durables et sensibles à la nutrition

8.	Si la réponse est oui, quels types de politiques ou de lois ?
9.	Des investissements ou des programmes de grande envergure visant à améliorer la productivité et la pérennité des systèmes alimentaires ont-ils été mis en place dans votre pays ?
	<input type="text" value="Non"/>
10.	If yes, which ones? Please explain
11.	Ces programmes ont-ils été conçus pour contribuer à des régimes alimentaires plus sains et à une bonne nutrition ?
	<input type="text" value="Non"/>
12.	Ces programmes sont-ils intégrés au Cadre commun de résultats ou en phase avec ce dernier ?
	<input type="text" value="Non"/>

Plaidoyer et communication

1.	La plateforme multi-acteurs dispose-t-elle d'une stratégie ou d'un plan de communication et / ou de plaidoyer ?
	Oui
2.	Si la réponse est oui, quels sont les objectifs de cette stratégie ?
3.	Travaillez-vous avec les médias pour porter haut et fort les messages clés, sensibiliser le public et/ou réclamer que soient prises des mesures en faveur de la nutrition ?
	Oui
4.	Si la réponse est oui, avec qui collaborez-vous ?
5.	Les parlementaires travaillent-ils avec la plateforme multi-acteurs ?
	Oui
6.	Has a parliamentary network for nutrition been established? Yes/No
	Oui
7.	La plateforme multi-acteurs a-t-elle désigné des ambassadeurs de la nutrition
	Non
8.	Si la réponse est oui, merci d'indiquer leur nom et le poste qu'ils occupent :
9.	Avez-vous créé des supports ou du contenu de communication en lien avec l'approche du mouvement SUN et / ou ses réalisations dans le pays ?
	Non

Plaidoyer et communication

10.	Utilisez-vous des supports de communication du Mouvement SUN pour soutenir les campagnes de plaidoyer dans votre pays ?
	Oui
11.	Si la réponse est oui, quels sont les contenus que vous utilisez généralement :
12.	Si la réponse est non, pourquoi n'en utilisez-vous pas ?
13.	Des évènements de haut niveau sur la nutrition ont-ils été organisés pendant la période dont il est ici question (avril 2018 à avril 2019) ?
	Oui
14.	Si oui, merci de fournir plus d'informations :
15.	Des évènements de haut niveau sont-ils prévus pour la période à venir (avril 2019 à avril 2020) ?
	Oui
16.	Si oui, merci de fournir plus d'informations :
	30ième anniversaire de la CDE
17.	Avez-vous déjà reçu une aide technique pour la communication et les campagnes de plaidoyer ?
	Oui
18.	Si oui, merci de fournir plus d'informations :
	Plaidoyer pour une large couverture des intervention spécifiques nutrition : campagne de dépistage de supplémentation en vitamine A et de déparasitage.
19.	Souhaiteriez-vous intensifier la communication et les campagnes de plaidoyer mais estimez ne pas avoir la capacité, les ressources et les connaissances pour le faire ?
	Non